Document du Bureau Politique de l'Organisation Communiste Avangardia Opéraia (1).

Les forces prolétariennes et populaires préparent l'issue à gauche de la crise italienne

FACE AU 20 JUIN : LA CRISE DE LA DC ET LA FORCE DU MOUVEMENT

Les élections anticipées du 20 juin peuvent être le tournant décisif qui mettra fin à trente années de régime démocrate-chrétien, et ouvrir ainsi la voie à un gouvernement des gauches. La très probable progression électorale des gauches, et plus généralement, l'état des rapports de force existants dans le pays, sont le fruit de l'ample cycle de montée des luttes, qui, depuis 1968 a envahi presque tous les terrains de la structure et de la superstructure. Ces luttes ont pour résultat la crise d'un des plus solides régimes de l'Occident capitaliste. L'extraordinaire maturation politique qu'a connue la classe ouvrière italienne-protagoniste essentielle de ces luttes — lui permettra d'assumer, à travers ses représentants et expressions politiques organisées, la responsabilité du gouvernement.

Cette maturation politique s'est formée dans la résistance aux attaques du patronat, qui dès les années 1970-1971 a essayé de reprendre aux ouvriers leurs conquêtes par l'augmentation de la productivité. Elle s'est formée dans la défense des libertés démocratiques, en s'opposant efficacement aux tentatives de tournant réactionnaire et autoritaire. Elle s'est formée dans la résistance, sur

(1) Publié dans « Le Quotidien des travailleurs » du 12 juin 1976.

le terrain décisif de l'emploi, sans rien céder d'important comme c'est arrivé dans d'autres pays.

La résistance ouvrière aux attaques patronales, posant la question du pouvoir dans l'entreprise et dans la société, le fait de ne pas avoir concédé de trêve permettant la réorganisation politique et économique de l'adversaire, a été le facteur déterminant qui a créé puis précipité la crise de la DC, de son rôle global de représentant de la bourgeoisie.

Pendant que l'adversaire faisait toujours plus preuve de son incapacité à riposter et à avancer des perspectives crédibles, et pendant que s'approfondissaient ses contradictions internes, la classe ouvrière étendait ses alliances et ses capacités d'organisation. Ne pouvant infliger une défaite à la classe ouvrière là où elle est la plus forte, le patronat attaquait aussi « de côté » s'en prenant aux conditions de vie extérieures à l'entreprise, grâce à l'inflation et à l'augmentation des prix, soutenu en cela, par la politique économique du gouvernement qui appliquait un féroce prélèvement fiscal dirigé uniquement contre les travailleurs, et qui maintenait des tarifs élevés. Mais justement, sur ce terrain, la classe ouvrière allait trouver de nouvelles formes d'organisation et de lutte, qui lui permirent d'étendre ses alliances. Pour des couches sociales de plus en plus importantes, les luttes ouvrières devenaient soit le point de référence politique générale, soit la condition de la défense de leurs intérêts immédiats. Après la parution du décret de juillet 1974, et de concert avec la restriction du crédit et de la consommation populaire, une politique de chômage et de restructuration drastique de certains secteurs de l'industrie, fut mise en route. La bourgeoisie tentait ainsi de renverser le processus de constitution d'un bloc social autour de la classe ouvrière qui était en train d'accumuler des forces énormes ; mais la manœuvre échoua et se retourna contre la classe dominante.

Ainsi une nouvelle alliance se dessinait, alliance entre la classe ouvrière au travail et les diverses couches de chômeurs (chômage traditionnel, chômage des jeunes, chômage déguisé), alliance qui dans le mezzogiorno allait caractériser une année de lutte, et qui est encore riche de potentialités inexploitées.

Cette grande capacité à rompre l'isolement, l'expérience d'organisation de la classe ouvrière, ont permis de tenir bon dans la dernière phase, toute récente, de la lutte. Le patronat ripostait à la progression institutionnelle des forces de gauche, et en particulier du PCI, produite par les luttes ouvrières, par une pression encore plus accentuée sur le terrain économique : fermeture d'usines, licenciements, etc. A l'avenir, certaines couches et certains secteurs plus faibles (petites entreprises sans syndicat, travailleurs isolés, travailleurs à domicile, travail au noir et chômeurs non organisés...) pourraient subir sur le plan politique les effets de cette

attaque et donner des signes de recul, ceci au cas où la situation ne se modifierait pas radicalement, et si, avec la nouvelle configuration politique, des mesures immédiates ne sont pas prises qui leur ouvrent des perspectives de défense efficaces. Mais jusqu'à aujourd'hui, la manœuvre de désagrégation du bloc social constitué autour de la classe ouvrière n'a pas eu les effets escomptés. La classe ouvrière a tenu bon, et c'est au contraire le parti qui traditionnellement représente le patronat, qui a cédé du terrain. Et ceci en dépit de la stratégie des confédérations syndicales qui comprimaient la poussée ouvrière et réduisaient sa signification politique.

Si tenter de sauver la législature pour mettre en avant le « compromis historique » s'est révélé être un dessein myope et désastreux, il était néanmoins erroné de faire de l'objectif des élections anticipées la solution à tous les problèmes, avant que se fussent développées pleinement les importantes tendances qui se révélaient. La campagne contre le gouvernement Moro devait être conduite — comme du reste l'a fait l'extrême-gauche — contre le contenu anti-ouvrier de la politique du gouvernement, en développant pleinement le potentiel de lutte de masse de la classe ouvrière sur tous les terrains : les conventions collectives, l'emploi, la lutte contre la vie chère. En ce sens, le développement et la conclusion des plus importantes luttes contractuelles (malgré les limites des résultats obtenus) ont, sur le plan politique général, puissamment contribué à consolider le rapport de forces en défaveur de la DC et du bloc dominant, d'où des conséquences sur les élections et sur les débouchés institutionnels.

La DC aurait préféré conserver le plus longtemps possible le Parlement actuel, car les rapports de force y sont gonflés en sa faveur. Mais ses propres contradictions l'ont empêché d'accomplir les quelques petits pas indispensables pour obtenir la collaboration des partis réformistes et « sauver la législature ». Ces contradictions se sont révélées dans l'opération Zaccagnini : qui, si elle a été tactiquement utile dans l'immédiat, ne donnait pas de perspectives stratégiques pour résoudre les principaux aspects de la crise.

Certains éléments de fond qui ont mûri ces dernières années, permettent de rendre compte de l'accélération de la crise de la DC :

— l'effritement de l'hégémonie démocrate-chrétienne sur une série de couches sociales « populaires » ou prolétariennes, telle la classe ouvrière d'origine rurale ou les classes moyennes en voie de prolétarisation ;

— la croissance vertigineuse des phénomènes de parasitisme, de bureaucratisatisation, de clientèlisme, de corruption, phénomènes qui sont dans la nature même de la gestion démo-chrétienne du pouvoir, — et sont nécessaires pour l'y maintenir — ont fini par avoir des répercussions négatives sur la capacité même de la DC à représenter efficacement les intérêts de la grande bourgeoisie ;

— la crise idéologique du capitalisme a aussi pour manifestation la crise du cléricalisme, et donc, une crise d'identité de la DC.

La riposte du groupe dirigeant à ces phénomènes de crise s'est traduite (au-delà du « vernis » par trop superficiel qu'était l'opération Zaccagnini par un déplacement à droite, une accentuation de sa nature de parti conservateur qui se prépare à une période d'opposition durant laquelle il construira sa revanche.

Et ceci s'accompagne, face au danger pour la bourgeoisie italienne et pour l'impérialisme international d'une accélération rapide de la crise de la DC, de l'entrée en lice, à découvert, des meilleures troupes du régime. Le grand capital, avec Agnelli en tête, les USA et la hiérarchie catholique se sont engagés directement dans la campagne électorale autour de la DC. Et celle-ci se sert de plus en plus ouvertement de son monopole de gouvernement et des rapports privilégiés avec les sommets de l'appareil répressifs de l'Etat, pour tenter de les récupérer et de les agréger selon une logique de classe, freinant et marginalisant les phénomènes de dissentions internes qui sont apparus, utilisant la répression et une difficile et partielle restructuration.

Face à cela, le PCI a effectué, dans cette dernière phase, un autre revirement.

— Le PCI a délibérement renoncé à jouer un rôle effectif dans l'opposition, même au niveau parlementaire.

— Il a démontré qu'il était disposé à accepter la trève sociale, comme à mettre en œuvre une politique de reconversion et de restructuration capitaliste. Il a même fini par renoncer au « nouveau modèle de développement », et par déterminer sa politique de reconversion en fonction de « l'urgence » créée par la crise de la lire...

— Sur cette base, le PCI a joué un rôle déterminant dans la définition de la politique « modérée » des Confédérations, laquelle cède du terrain justement sur le plan de l'emploi, alors que la défense de l'emploi était présentée précédemment comme un axe central.

— Dans les municipalités de gauche, le PCI préfère la paralysie plutôt que l'affrontement avec les « sous-gouvernement » DC.

Tout cela a été fait avant tout dans le but tactique d'arriver, durant cette législature, à une forme d'entente avec la DC : c'était il est vrai, l'unique possibilité d'actualisation du « compromis historique », puisque la DC, assurée de sa supériorité numérique au Parlement vis-à-vis de la coalition PCI-PSI ne se serait pas trouvée en position subalterne. Si, malgré la grande disposition du PCI à céder, et les avantages de la DC, qui aujourd'hui ne peuvent se renouveler, on n'a pas abouti à l'accord poursuivi par le PCI, c'est dû à l'impossibilité — dans les conditions qui caractérisent la société italienne — d'un accord politique entre les forces représen-

tatives du prolétariat, même réformistes, et le parti de la gestion capitaliste de la crise. Ceci dément la prémisse fondamentale du « compromis historique » : la « nature populaire » de la DC.

TOUT LE PAYS SE DEPLACE A GAUCHE

Les élections du 20 juin traduiront certainement un fort déplacement à gauche des équilibres parlementaires. Dans le contexte politique actuel, l'élément de fond, au-delà de l'ampleur du déplacement lui-même, qui permet d'expliquer ce déplacement et qui caractérise la conjoncture politique, c'est l'impossibilité, ou en tout cas l'extrême difficulté de la DC à continuer à gouverner. Si cette difficulté existait dans le Parlement dissous, caractérisé par la majorité absolue du bloc DC et MSI (2), elle sera portée au maximum, par le prévisible déplacement à gauche, qui devrait avoir lieu avec force sur le terrain des élections.

Cela ne signifie pas que le vote du 20 juin donne immédiatement naissance à un gouvernement des gauches, et cela ne signifie pas non plus, que nous comptions sur l'exclusion de la DC du gouvernement. Tout d'abord, nous ne pensons pas, en fait, que, le vote populaire donne la majorité à la gauche, dans les deux assemblées. La poussée qui peut porter la gauche au pouvoir, est d'abord un mouvement anti-DC ; c'est la tendance principale, aujourd'hui, dans les masses. Mais, pour que cette tendance, s'exprime dès maintenant par des résultats électoraux qui permettent le changement de majorité, il faut que soient mises en échec — au cours même de la campagne électorale — toutes les tentatives qui tendent objectivement à la dévier ou à la freiner : pas seulement les manœuvres réactionnaires des « stratèges de la tension », mais aussi la tentative des réformistes de cacher l'enjeu réel de ces élections.

Par ailleurs, même si le vote, donne la majorité à la gauche, nous ne comptons pas sur l'exclusion immédiate de la DC du gouvernement. Ce qui est possible, c'est moins la réalisation du projet utopique « d'un gouvernement d'urgence », que la réédition (plus ou moins remise à jour) de la vieille formule de collaboration DC-PSI ; ce n'est pas un hasard, si, ces derniers jours, De Martino et d'autres dirigeants socialistes, se sont dépêchés de mettre de l'eau dans leur vin pour ce qui concerne les formules de « l'alternative » et du « gouvernement d'urgence ». Ils laissent ainsi la porte ouverte à un rapport privilégié avec la DC. Dans les deux cas, il faudra avoir recours à la force du mouvement de masse pour montrer que certaines solutions sont impraticables, car ces solutions ne sont en fait, que de « fragiles tentatives d'arrêt », face au déve-

(2) MSI : Mouvement Social Italien, parti néo-fasciste. Représente en 1976 6 % de l'électorat.

loppement de la tendance principale ; une des conséquences, parmi les plus importantes, d'une nouvelle phase d'affrontement entre le mouvement de masse et un gouvernement où la DC serait encore présente, pourrait être l'exacerbation jusqu'à la cassure, des contradictions internes du parti du régime.

Dans les deux cas : que la progression des gauches soient supérieure à 51 % ou qu'elle s'approche seulement de ce seuil, dans la phase qui s'ouvrira après le 20 juin, la perspective d'un gouvernement composé par les partis de gauche apparait non seulement comme possible, mais aussi comme un des débouchés politiques vers lequel tend avec toujours plus de force, la dynamique de la lutte des classes.

La bourgeoisie va être en fait déchirée : d'une part, elle ne peut se doter d'une représentation politique unitaire et hégémonique ; d'autre part, étant à la recherche d'une telle direction unitaire, elle sera difficilement en mesure de passer un compromis avec les formations réformistes du mouvement ouvrier.

Pour être plus explicite : la crise de la capacité de la DC à représenter efficacement les intérêts globaux de la bourgeoisie, et ce qui en découle, la contestation « laïque » d'une partie de la bourgeoisie, tout cela ne signifie absolument pas qu'existe une solution de rechange à la forme d'hégémonie qu'avait su établir la démocratie chrétienne : (Idéologie catholiqe inter-classiste ; force d'organisation de l'Eglise ; continuité du caractère de classe de l'Etat libéral-fasciste-clérical).

Aujourd'hui donc, les réformistes, hégémoniques sur le mouvement ouvrier, tendent à être les seuls à pouvoir mettre en avant une alternative politique à l'hégémonie de la DC, en raison même (mais pas seulement !) de l'incapacité de la bourgeoisie à présenter une alternative sérieuse à ces trente années de domination. Il en découle pour les réformistes des facteurs de force mais aussi de faiblesse : **Aujourd'hui, l'affrontement entre les classes est arrivé à un point tel qu'il semble difficile que la bourgeoisie réussisse à gouverner en se servant des partis ouvriers comme de dociles instruments.** Au-delà, de la volonté subjective des directions réformistes, **la contradiction entre la nature bourgeoise de la ligne des partis réformistes, et la nature de classe de leur base sociale, est vouée à s'accentuer et donc à peser en retour, sur leurs choix politiques concrets.** C'est en cela, que la voie révolutionnaire, et la poussée pour un gouvernement des gauches ont une force qui dépassent de beaucoup, le poids organisationnel et politique, aujourd'hui, encore réduit, de la gauche révolutionnaire organisée.

Une victoire électorale des gauches, et un échec sérieux de la DC, créeront en outre, la possibilité d'amplifier et de consolider le bloc social qui se constitue autour de la classe ouvrière, par la conquête et l'adjonction de secteurs du sous-prolétariat des cou-

ches moyennes, d'une partie substantielle du monde catholique, comme par le développement du mouvement de libération des femmes : l'extension de ce bloc social tendra aussi à impliquer l'extension et le renforcement du consensus autour du gouvernement des gauches. En outre, si le 20 juin exprime un déplacement significatif à gauche, nous entrerons alors, dans une phase qualitativement nouvelle des rapports entre les classes, phase qui verra s'affronter les diverses stratégies ; cet affrontement aura un contenu positif, parce que, confronté aux problèmes du gouvernement et à la critique des masses, le recours à ce qu'il n'était qu'une gestion commode de l'opposition ne pourra plus servir d'alibi.

Enfin, la progression des gauches durant les élections, et l'impossibilité pour la DC de collaborer avec l'ensemble des partis du mouvement ouvrier, feront émerger de façon éclatante, et à un niveau de masse, la tendance, aujourd'hui encore implicite, et souvent exprimée de façon ambiguë dans le vote pour les partis réformistes, à voir dans le gouvernement des gauches, l'unique réelle alternative praticable dans la situation actuelle. Il sera alors difficile de faire accepter aux masses, la solution « d'antan », qui ne pourra plus être justifiée par la permanence des vieux rapports de force, même pas au niveau parlementaire.

LES RESISTANCES DES REFORMISTES

La phase politique qui s'ouvrira après les élections sera donc marquée, d'une part, par l'impossibilité pour la DC de maintenir le monopole du gouvernement et du pouvoir, et d'autre part, par son impuissance à « partager » réellement ce gouvernement et ce pouvoir avec l'ensemble des partis du mouvement ouvrier. De là surgira une poussé objective en faveur d'un « gouvernement des gauches » (governo delle sinistre) comme unique alternative réellement possible à cette situation : mais sa réalisation concrète, les contenus de son programme et le type de rapport avec le mouvement de masse devront être l'objet d'une lutte dure sur le plan politique et social.

En fait, ni la base parlementaire, ni le caractère en quelque sorte de « maturité historique » du « gouvernement des gauches » ne sont suffisants pour faire que le PCI et le PSI en arrivent à la décision de gouverner sans et contre la DC (...).

Cette ligne (du PSI et du PCI) tendra à se manifester en première instance dans la tentative d'embarquer à tout prix la DC dans n'importe quel type de formule gouvernementale. Mais — même si cela se révéléit impossible — dans ce gouvernement sans la DC auquel, tant bien que mal, seront finalement contraints les partis ouvriers réformistes, cette orientation se traduira soit au niveau de la formule gouvernementale, soit au niveau de son programme.

Les partis réformistes, toute possibilité de gouvernement avec la DC disparue (gouvernement DC-PCI ou d'autres formules), tenteront pourtant de lancer une sorte de « compromis historique sans la DC » (ou de « gouvernement de salut public avec ceux qui sont là »).

En termes de composition du gouvernement, cela se refléterait dans l'effort d'entraîner dans le gouvernement les « partis mineurs » de la bourgeoisie et, en particulier, le Parti républicain italien (PRI) qui — malgré son poids quantitatif assez réduit — est en réalité significatif en termes de représentation de classe, dans le sens qu'il concentre la volonté de secteurs importants de la grande bourgeoisie de se donner une représentation alternative à la DC.

Pour ce qui est du programme, cela conduirait probablement à un programme dans lequel se retrouverait, à côté de certains objectifs réformistes traditionnels, l'essentiel de cette politique traditionnelle de « sortie de la crise », au sens anti-populaire prôné par la grande bourgeoisie (...).

Certes, la tentative des réformistes de se montrer les administrateurs les plus efficaces des intérêts de la bourgeoisie aura à faire au mouvement de masse : avec sa capacité de résistance, désormais éprouvée, à l'attaque des salaires et de l'emploi, mais aussi avec les nouveaux espoirs et les nouvelles poussées stimulés dans les masses par la confirmation d'une majorité de gauche.

Cependant, il faut avoir à l'esprit deux conditions d'un poids considérable. En premier lieu, il n'est pas dit que les grands espoirs suscités par une victoire électorale de la gauche se traduiront directement en une nouvelle et plus forte poussée de luttes ; celle-ci se heurtera aux « tendances à l'attente confiante » que les réformistes tenteront d'alimenter de toutes leurs forces.

En deuxième lieu, et c'est ce qui compte le plus, les actuels rapports de forces dans le mouvement ouvrier et populaire voient les réformistes en position hégémonique et les révolutionnaires en position minoritaire. Ces derniers sont certes capables de développer une hégémonie sur d'importants objectifs et mouvements de lutte mais sont encore incapables de la consolider dans un projet stratégique d'une certaine ampleur.

Le problème central auquel nous devrons nous mesurer sera donc d' « être le levain » de la poussée de fond présente dans le mouvement de masse, pour réussir à le faire émerger et à lui faire prendre politiquement un poids qui aille au-delà de notre force organisationnelle actuelle.

Ce qui peut nous permettre de surmonter ce fossé (entre nécessités objectives et nos propres forces) est la force objective des contradictions de classes, leur reflet dans la conscience des masses. Mais nous réussirons à faire peser cette force de manière politiquement précise et incisive seulement lorsque nous serons

aptes à l'orienter sur la base d'un **programme** : avant tout un **programme immédiat** portant sur les contradictions les plus aiguës et les plus dramatiques de la situation et sur lesquelles un « gouvernement des gauches » devra se déterminer dès sa formation.

PROGRAMME DE LUTTE, PROGRAMME DE GOUVERNEMENT

Ce programme doit être en même temps un **programme de lutte** et un **programme de gouvernement.** En premier lieu, **programme de lutte :** d'une part, parce que chaque programme politique des révolutionnaires doit naître des masses et de leur expérience de lutte et savoir y retourner sous forme d'indications systématiques, autour desquelles peut se concentrer la force de la lutte, afin de la faire peser de manière politiquement déterminante ; d'autre part parce que, la condition essentielle d'un progrès politique, d'autant plus dans cette phase, consiste dans l'autonomie du mouvement de classe, dans sa capacité à porter en avant ses objectifs principaux sans les subordonner aux équilibres politiques passés auxquels les réformistes voudraient les contraindre.

Mais, également, un **programme de gouvernement.** En quel sens ? Certes pas dans le sens illusoire de celui qui se sent désormais une « force de gouvernement », acceptée et influente, et pense pouvoir influencer de manière concrète le nouveau gouvernement, grâce à la force de ses propres idées ou de sa propre présence parlementaire. « Programme de gouvernement » veut dire autre chose.

Avant tout, cela signifie assumer pleinement un fait fondamentalement nouveau qui caractérise **la période du « gouvernement des gauches »** : c'est-à-dire la possibilité (mais non la certitude automatique !) que surgisse un gouvernement qui soit au moins partiellement un instrument utilisable par les masses populaires dans leurs luttes plutôt que d'être un instrument entièrement dans les mains de leurs ennemis.

Cela signifie que, au moment même où les masses luttent pour un objectif, elles doivent se poser la question de la façon dont un gouvernement peut agir pour ce même objectif. Par exemple, si on lutte pour la création d'un nombre déterminé de postes de travail, il s'agira de définir en même temps le type de politique économique gouvernementale adapté à la réalisation de cet objectif (en termes d'investissements publics directs, de contrôle du crédit, etc.). Mais cela implique également définir une **échelle des priorités** dans les objectifs du mouvement de masse qui tienne **également** (mais **non seulement)** compte des marges de manœuvre « autolimitées » par la volonté de compromis des réformistes, mais de celles définies par les rapports de force entre les classes et par certaines « résistances » (économiques et institutionnelles) non éliminables dans cette courte période.

Concrètement, cela nécessite la définition d'un programme faisant référence prioritairement aux problèmes de la crise en cours et comportant un double ordre d'objectifs : d'une part, donner la force maximale aux objectifs de défense des intérêts populaires surgis des luttes dans cette phase de crise ; d'autre part, déterminer les **contenus de classe** de la politique avec laquelle le gouvernement de gauche affrontera la crise, c'est-à-dire la « distribution des coûts » de la crise et le type de modification qui, à travers la crise, se produiront dans la structure et le développement économique. Le développement (même s'il est inévitablement partiel et contradictoire, non généralisable dans des formes institutionnelles) de formes de **contrôle ouvrier et populaire** constitue le terrain fondamental sur lequel s'effectue une soudure entre les deux niveaux (« de lutte » et « de gouvernement ») de ce programme (...).

LE MOUVEMENT DE MASSE ET LE GOUVERNEMENT DES GAUCHES

Dans la lutte complexe pour la constitution du « gouvernement des gauches », le développement maximum et autonome des initiatives du mouvement de masse est d'une importance décisive. En aucune manière, il ne devra se subordonner à l'encadrement contraignant des équilibres précaires produits des compromis que tenteront de passer les partis réformistes. La raison de fond de cette option est due au fait que la réalisation de notre projet politique — « un gouvernement des gauches » fondé sur un programme anticapitaliste de sortie de la crise — possède comme élément moteur la nécessité de transférer, également sur le plan institutionnel, la force et les objectifs qui se sont exprimés jusqu'à maintenant sur le plan social. Du rapport qui s'établira entre la force que la gauche aura au Parlement et les luttes de masse dans le pays dépendra dans une grande mesure le développement du contexte politique après les élections. Rien n'est faux que l'illusion consistant à ouvrir la voie au « gouvernement des gauches », à rendre acceptables ses mesures de transformation sociale, en demandant aux masses une délégation de pouvoir et offrant leur passivité à l'adversaire.

Un tel marché, proposé à plusieurs reprises par le secteur avancé de la bourgeoisie et suscitant la bienveillance évidente des directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier — pourtant refusé à maintes reprises par la réalité du mouvement de masse — sera reproposé de manière bien plus dangereuse et subtile dans le cas d'une victoire électorale et d'une présence directe du PCI dans la majorité gouvernementale. D'importance égale est le fait, qu'une fois constitué, « le gouvernement des gauches » sera harcelé et soutenu par une lutte de masse étendue et forte. Sur

cela se fondent aussi bien la garantie de la survivance même du « gouvernement des gauches » que la possibilité d'ouvrir concrètement le chemin vers le pouvoir populaire.

La première raison en est que le gouvernement n'est pas encore le pouvoir. La lutte des classes, à ce point, se trouve face à ses échéances les plus difficiles. Seule la mobilisation et la présence organisée des masses peuvent surmonter les obstacles, éviter les contre-offensives et également empêcher indécisions et reculs d'un gouvernement de coalition et sera donc dirigé par des forces réformistes, socialement hétérogènes et à structure d'organisation bureaucratisée.

La deuxième raison réside dans le fait que seul un mouvement de masse toujours plus actif et étendu est en mesure de créer un climat de mobilisation, de transformer l'orientation des couches sociales incertaines. Faute de quoi, l'action du gouvernement, qui ne peut pas ne pas déranger des équilibres établis, ne pas toucher à des intérêts multiples, ne pas connaître mille difficultés, se trouverait bien vite devant une vague de protestations corporatifs et serait contrainte à reculer, comme cela est arrivé si souvent lors d'expériences antérieures. La plus grosse sottise des réformistes est de s'imaginer que dans une société comme la nôtre, fortement stratifiée et marquée par l'idéologie adverse, l'individualisme, le corporatisme, l'économisme, peuvent être combattus par des sermons et des trêves, alors que seules la lutte et l'organisation peuvent unifier le prolétariat, lui donner une conscience collective et la capacité de voir loin.

Une troisième raison a trait aux « problèmes à long terme » et est liée à la qualité nouvelle de la crise actuelle, au type de programme nécessaire pour l'affronter et au type de perspective révolutionnaire qui en découle. C'est la suivante : la prise du pouvoir et son exercice ne peuvent être conçus aujourd'hui, ni seulement, ni avant tout, comme une simple extension des instruments d'intervention de l'Etat (même dirigé par des partis ouvriers) ou encore comme une simple radicalisation des objectifs du « gouvernement des gauches », mais bien comme un processus articulé et prolongé de lutte pour le pouvoir, à travers la réalisation de formes de contrôle ouvrier et populaire sur tout le tissu social, un processus dont le « gouvernement des gauches » sera poussé à en être l'instrument.

Cette perspective statégique exclut donc d'autres hypothèses, avec leurs conséquences sur la direction que l'on tente d'imprimer au mouvement de masse.

D'une part, elle exclut l'hypothèse selon laquelle le « gouvernement des gauches » ouvrirait la voie à la révolution dans la mesure où il sera rapidement « brûlé » par les contradictions aiguës entre sa politique et le mouvement de masse. D'autre part, elle

exclut l'hypothèse d'un « gouvernement des gauches » qui constituerait par lui-même la condition d'une sorte de « croissance harmonique » du pouvoir ouvrier et populaire dans la société, de telle manière que, par progrès successifs, il finisse par modifier la nature de classe du pouvoir.

Cette hypothèse de ce genre oublie deux questions fondamentales. Premièrement, l'antagonisme irréductible entre pouvoir populaire et pouvoir bourgeois, raison pour laquelle est inimaginable une croissance graduelle du premier à l'intérieur du second. Deuxièmement, la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement ouvrier, raison pour laquelle il n'est pas pensable qu'un « gouvernement des gauches », né sous l'hégémonie réformiste évolue « naturellement » jusqu'à devenir un instrument docile du processus révolutionnaire (...).

Quel type de gouvernement de masse, sur quels objectifs prioritaires, dans quel rapport avec l'action du gouvernement ? (...)

Ce qu'il importe d'affirmer ici, toutefois, parce que cela implique un grand effort théorique et pratique également de notre part, c'est la nécessité de construire le mouvement de masse à un nouveau, un mouvement capable d'une autonomie complète envers le « gouvernement des gauches », mais également susceptible de comprendre et d'utiliser la nouveauté constituée par celui-ci. En quelque sorte, un mouvement qui refuse la délégation, sans pour autant offrir un quelconque espace à l'agitation corporatiste et « poujadiste ».

De ce point de vue, **le rôle du syndicat** est essentiel. C'est l'unique organisation capable — si elle suit une ligne de classe correcte — de recueillir la poussée immédiate de la lutte des masses et d'en opérer une première unification et organisation, capable de la faire peser positivement au niveau politique sur l'orientation même du gouvernement, tout en évitant les risques aussi bien de luttes exemplaires qui restent isolées et exposées à un « nouveau modèle de répression », que de luttes qui se maintiennent confinées à un milieu corporatif et puissant, donc, à la limite, devenir les instruments de la contre-offensive réactionnaire. Il est donc nécessaire que :

a) se reconstruise une effective **autonomie de classe du syndicat,** refusant le rôle de « syndicat du régime » ;

b) cette autonomie mette au centre **l'unité de la classe ouvrière,** la capacité d'unifier ses mobilisations combatives autour d'une stratégie cohérente, et non pas la simple représentation éparpillée des diverses luttes sectorielles (il faut donc refuser le faux dilemme entre « la vision globale liée à la trêve sociale » et « l'autonomie de luttes restreintes aux limites corporatistes »).

Cette orientation générale comporte une série d'implications :

— en ce qui concerne les **objectifs,** la défense et le développement de l'emploi doivent devenir les éléments centraux et unifi-

RI-PRENDIAMO
L'ora in noi decido io!

cateurs de l'action syndicale ; l'autre axe central doit naturellement être la défense du salaire, avec une mise en évidence particulière des formes de « défense sociale » (lutte contre la vie chère) ;

— en ce qui concerne les **structures organisationnelles** du syndicat, la capacité de relancer les structures démocratiques de base là où elles existent est décisive, de même qu'est essentielle leur construction dans de nouveaux domaines. Voilà, la condition décisive pour la réalisation de trois buts politiques : 1) pour construire une autonomie de classe effective dans le syndicat ; 2) pour relancer un processus d'unification syndicale qui ne se fonde pas sur des compromis paralysants et s'oppose à la tendance à reproduire dans le syndicat les heurts et les accords entre les directions des partis politiques ; 3) pour construire à la base l'unité entre les diverses couches du prolétariat, et développer, à partir de ces nouvelles capacités, le contrôle ouvrier sur les grandes orientations de politique économique ;

— en ce qui concerne la **stratégie de lutte** du syndicat, déterminante est la capacité de relier des thèmes de lutte **généraux** avec une stratégie **articulée** : la seule stratégie qui permette de ne pas se limiter à une vague pression, avec la soumission à la politique gouvernementale qui en découle, mais de construire des formes de contrôle à la base sur la réalisation des objectifs que l'on veut atteindre.

Enfin, le rôle décisif du syndicat est évident dans la défense et le développement des formes de démocratie, contre les tentatives d'attaques réactionnaires qui se développeront sans aucun doute.

Cette vision statégique du rôle du syndicat est très différente de celle qui domine aujourd'hui dans les directions syndicales. Son affirmation requiert donc une dure bataille au sein même des syndicats et du mouvement de masse.

D'où l'importance que revêt, aujourd'hui la reconstruction d'une « gauche syndicale », se caractérisant non seulement par des objectifs revendicatifs radicaux, correspondant à la poussée des masses, mais aussi pour une perspective politique cohérente, liée à une hypothèse stratégique sur le rôle du gouvernement des gauches. Une gauche syndicale capable, à partir de cette perspective stratégique, d'orienter et d'influencer des secteurs plus vastes du syndicat, grâce à l'influence que la pression des masses est capable d'exercer sur le mouvement syndical italien, caractérisé par une structuration démocratique à la base, qu'on ne trouve pas dans les syndicats des autres pays.

Mais, justement, à cause de l'importance politique que le mouvement de masse revêt dans cette période, il est clair que notre action au niveau de masse ne peut se limiter à la tâche — pourtant déterminante — d'affirmer une ligne de classe dans le syndicat.

Nos devons donc nous engager à construire **des formes autonomes de mouvement et d'organisation des masses** sur divers terrains et à divers niveaux.

a) Sur les terrains mêmes où se développe aujourd'hui l'action du syndicat, il est nécessaire de développer des **formes d'organisation larges et unitaires de l'avant-garde des luttes** capables de renforcer, à travers l'orientation politique, et si nécessaire par le moyen d'initiatives autonomes de lutte, la pression des masses sur le syndicat ; il s'agit donc de recueillir l'expérience développée en fabriques, par les CUB (Comités Unitaires à la Base), des collectifs de DP, et d'autres formes analogues d'organisation, en l'insérant dans une perspective politique plus consciente, capable d'influer sur la ligne du syndicat et sur la politique du gouvernement ;

b) D'autres formes d'**organisation autonome des masses** seront consolidées et étendues sur ces terrains et par rapport à ces problèmes que l'action syndicale n'a pas touché directement jusqu'à présent, ou n'a atteint que de façon tout à fait inadéquate : la lutte pour le logement, contre l'augmentation du coût de la vie, officiers,le combat pour la syndicalisation dans les forces de police. Elles doivent avoir comme objectif, soit de conquérir directement certaines revendications que le syndicat ne prend pas en charge (les liant à une perspective cohérente du « gouvernement des gauches »), soit de contraindre le syndicat à intervenir réellement sur ces terrains, prenant en charge les revendications essentielles exprimées par le mouvement de masse qui se développe déjà de façon autonome.

c) Enfin, il existe un mouvement autonome de masse qui ne peut que de façon très partielle être assumé par le syndicat, même si ce dernier est dirigé par une orientation de classe : **le mouvement de libération de la femme.** Celui-ci exprime une contradiction au sein même du prolétariat, qui se prolonge même à l'intérieur de ses secteurs révolutionnaires, et qui ne peut pas être résolue entièrement dans le cadre d'une ligne syndicale de classe correcte, parce qu'elle est en rapport avec des questions concernant le processus révolutionnaire dans sa totalité et la construction même du socialisme (...).

Tous ces mouvements autonomes au niveau des masses, sur leurs différents terrains et avec des rapports divers avec le mouvement syndical, doivent et peuvent avoir un élément stratégique en commun. Celui d'être des facteurs propulsant et dirigeant, du point de vue politique, le **développement de formes de contrôle ouvrier et populaire,** éléments caractéristiques de cette nouvelle phase d'affrontement entre les classes et qui sera de même le terrain décisif sur lequel l'orientation révolutionnaire peut exprimer sa capacité d'hégémoniser le mouvement des masses.

ELEMENTS DU PROGRAMME IMMEDIAT

Nous avons déjà abordé la question de savoir comment notre programme doit être à la fois, programme de lutte et programme de gouvernement.

Le « programme de gouvernement » immédiat, que nous défendrons dans une majorité de gauche, devra comprendre une série de mesures qui doivent être envisagées sous deux angles : d'une part, elles seront nécessaires à la réalisation des objectifs urgents du mouvement de lutte (vie chère ou emploi) ; d'autre part, elles constituent les premiers éléments du choix entre les « deux voies » ouvertes au gouvernement des gauches (être l'administrateur le plus efficace des intérêts de la bourgeoisie ou être l'instrument de défense des intérêts du prolétariat et du peuple).

La présentation plus détaillée de ces mesures, se trouve dans notre projet de programme électoral, auquel nous renvoyons. Nous nous limiterons, ici, à en tracer schématiquement les grandes lignes. On peut les répartir de la façon suivante : les mesures de politique économique (en particulier, celles destinées à faire face à la crise) les mesures de défense et d'extension de la démocratie.

Les mesures de politique économique pour lesquelles nous nous battrons, répondent d'une part, à la nécessité de défense immédiate de l'emploi et du salaire réel, mais d'autre part, à « une logique de sortie de la crise » opposée à celle développée par la grande bourgeoisie italienne : c'est-à-dire une politique qui fera face à la crise par l'extension des secteurs productifs de l'économie et par le plein-emploi de la force de travail inutilisée, plutôt que, comme c'est le cas actuellement, par la suppression d'entreprises et par la marginalisation progressive de nouveaux secteurs de la force de travail.

Dans ce cadre, le programme immédiat devrait comprendre :

1) le contrôle politique sur le système bancaire pour empêcher la fuite des capitaux et l'utilisation du crédit, pour créer des emplois et favoriser le développement ;

2) la destitution immédiate des fonctionnaires réactionnaires ou corrompus, des centres vitaux où s'opèrent les choix, surtout dans le cas des banques, du commerce extérieur et de l'administration financière ;

3) la mise en œuvre d'une politique d'investissement vers les secteurs que nous avons définis comme prioritaires ;

4) l'arrêt des licenciements ;

5) la rediscussion des clauses restrictives du Marché Commun, en particulier de celles qui concernent l'agriculture ;

6) des « prix politiques » (3) pour les produits de grande consommation ;

7) la remise en cause de l'échelle des rénumérations ;

8) procédure d'urgence et mobilisation à la base pour les évasions fiscales ;

9) sélection des importations pour faciliter la production interne.

Le second groupe de « mesures urgentes » concerne, comme nous l'avons déjà dit, l'extension de la démocratie : il a pour objectif immédiat, la défense et l'élargissement des capacités de mobilisation politique des masses, et la réduction de la gamme et de l'ampleur des instruments de répression dont dispose aujourd'hui la bourgeoisie. C'est dans cette perspective que s'insèrent la suppression des lois fascistes (et des lois liberticides du régime démocrate-chrétien du code Rocco à la loi Reale), les réformes démocratiques de certains aspects du fonctionnement des « corps séparés de l'Etat (forces armées, police, magistrature) ; et la dissolution du MSI et des autres organisations fascistes.

Mais au-delà de ces mesures, le problème se posera dès le début de savoir comment faire passer une série de mesures « progressistes » à travers une machine d'Etat, non seulement bourgeoise, mais modelée par le régime démocrate-chrétien, donc de savoir comment faire peser la mobilisation et la participation populaire, de façon que les résistances, les sabotages et les tentatives de réaction anti-populaire soient vaincues.

Au niveau institutionnel, et sans que soit modifiée en rien la nature de classe de l'actuelle assise constitutionnelle, notre bataille tendra à valoriser au maximum les assemblées élues, face aux exécutifs et aux rôles des appareils d'Etat ; en particulier, nous favoriserons la pleine extension des pouvoirs de décision de l'assemblée élue, assemblée moins liée à l'appareil d'Etat et donc moins imperméable à l'initiative des masses.

Mais l'action décisive sur les institutions viendra de tous les organismes démocratiques de masse (des Conseils d'Usine aux Conseils de quartier et de divers organismes de lutte) dont les initiatives se heurteront aux appareils d'Etat, **comme de l'organisation et de la lutte des secteurs démocratiques du personnel de ces mêmes appareils.**

C'est la convergence de ces deux actions qui donnera vie aux premiers moments du contrôle populaire sur la machine répressive d'Etat. Il sera alors possible, pour répondre aux tentatives d'utilisation de l'appareil d'Etat contre les travailleurs, de procéder à l'épuration des éléments les plus réactionnaires et corrompus.

Tout ceci peut mettre en évidence le caractère séparé et anti-populaire de la machine répressive de l'Etat, comme cela prépare les conditions de sa désagrégation, tandis que se dessinent les premières formes et expériences du pouvoir populaire.

LES OBSTACLES A SURMONTER

Les forces qui poussent aujourd'hui vers un gouvernement des gauches, et les conditions historiquement plus favorables dont il disposerait aujourd'hui en Italie, par rapport aux expériences du même type dans le passé, ne suffisent néanmoins pas à supprimer les difficultés et les obstacles qu'une majorité de gauche devrait affronter.

Il est important de les avoir en tête, avec beaucoup de clarté, comme de connaître précisément les forces réelles sur lesquelles compter, pour les abattre. Il faut toujours, tout d'abord, garder à l'esprit une donnée générale : la bourgeoisie, privée de la légitimité populaire pour diriger le pays, continue à détenir les moyens de production.

De plus, l'ensemble des rapports sociaux de production demeure capitaliste.

De cette considération découle toute une série de conséquences sur les pouvoirs réels dont la bourgeoisie continuera à jouir, et sur les non-pouvoirs ou plutôt sur la marge de manœuvre restreinte du gouvernement des gauches.

La situation économique, et la réaction que la bourgeoisie tendra à développer sur ce terrain, constitueront les premiers obstacles.

Puisque le développement de la gauche a été nourri, par une crise prolongée, elle gouvernera dans une situation économique proche du chaos ; avec un important endettement vis-à-vis de l'étranger, un déficit énorme du budget, et un appareil productif caractérisé par un gros retard technologique, grevé du poids des rentes et du parasistisme, pris dans la compétition internationale la plus âpre.

Le chantage économique des puissances impérialistes, ne manquera pas de s'exercer, avec sa dureté habituelle, car leur intérêt est justement de faire l'échec d'un gouvernement communiste en Italie, le vaccin contre toute tentative du même type en Europe.

Les capitalistes intensifieront les sabotages et tendront à se poser toujours plus comme une classe supra-nationale et antinationale. Le gouvernement des gauches aura à affronter les manœuvres du capital financier et international, à combattre les tendances au rétrécissement de la base productive, comme l'attitude générale de parasitisme et de spéculation du grand capital.

Dans une première phase, tout cela se traduira par le chantage aux investissements et des manœuvres sur les capitaux.

Le second obstacle qu'aura à affronter le gouvernement des gauches, c'est l'hostilité de l'appareil d'Etat, dans toutes ses composantes (des appareils de répressions, à sa machine administrative et sociale, au capital public).

Cet obstacle aura un double aspect ; d'une part, la résistance passive et active de la bureaucratie et des corps séparés contre les mesures qui entameront leurs privilèges et qui, plus généralement, menaceront les intérêts des classes auxquels ils sont matériellement et idéologiquement liés ; mais aussi, d'autre part, l'obstacle objectif, que rencontrera toute action visant à réformer l'état de désagrégation, de corruption et de paralysie de l'ensemble du secteur public italien.

Cela s'explique par une détermination de classe assez nette, mais il faut y associer, un des points forts traditionnellement du régime démocrate-chrétien, dont une partie de la politique d'alliance a eu justement pour objet la construction d'un Etat-régime, à son image, à sa ressemblance.

Cela s'est traduit par une politique clientèliste, le gonflement des dépenses publiques, le système des pots-de-vin, l'octroi des postes dans le secteur public selon services rendus, l'idéologie bureaucratique, la création d'un esprit administratif à courte vue.

Ce qui était un des points forts du régime démocrate-chrétien, s'est aujourd'hui changé en son contraire : la DC a montré qu'elle était incapable de continuer à développer infiniment sa politique de prébendes. Aussi, il y a eu une transformation partielle, politique comme syndicale, des employés du secteur public ; mais cela ne suffit pas pour effacer d'un coup les conséquences néfastes de 30 ans de politique et, c'est un fait que pendant toute une période, la bureaucratie d'Etat continuera à se mouvoir dans une aire modelée sur les principes de l'Etat démocrate-chrétien et fasciste.

La condition décisive, en même temps, pour produire, une ligne politique, correcte du gouvernement des gauches, et pour produire la capacité nécessaire pour rejetter l'attaque de la réaction, ce sera la force du mouvement de masse.

Le mouvement de masse qui s'est développé ces dernières années en Italie possède potentiellement, en lui-même, toutes les ressources nécessaires pour affronter victorieusement les obstacles et les difficultés qu'un gouvernement des gauches rencontrera dès le début : ceci à condition que l'on sache et que l'on veuille l'amener à ce niveau de combativité, de conscience, et de force organisée, et non pas, au contraire, qu'on le freine et qu'on le réprime en essayant de le remettre dans le chemin étroit et illusoire d'une stratégie de compromis avec la grande bourgeoisie et ses représentans politiques.

Cela vaut en particulier pour les deux « grands obstacles » dont nous avons parlé, obstacles liés à la situation économique et aux caractéristiques de l'appareil d'Etat.

Les difficultés économiques : si les conditions politiques nécessaires sont créées pour développer un contrôle ouvrier et populaire effectif sur les choix cruciaux — création d'emplois, investissements, affectation et redistribution des ressources —, il est alors

possible de mobiliser l'énergie des masses dans une vraie lutte pour la production, capable d'affronter la crise dans ses manifestations les plus dramatiques, comme le sabotage économique.

Si au contraire, on nous repropose, à quelque sauce que ce soit, les vieux schémas des « deux temps » (d'abord les sacrifices et la délégation de pouvoir aux classes dominantes, ce qui implique la reconduction de leur logique économique, puis éventuellement des réformes et une politique destinée à modifier les mécanismes du développement), l'appel démagogique aux masses n'aura aucune résonance ; la poussée de la lutte des masses et la nécessité de résoudre les difficultés économiques constitueront les deux termes d'une contradiction non résolue, et, toute tentative suicidaire pour la résoudre, au moyen d'une répression ouverte ou masquée, ne fera que déblayer le terrain à la contre-offensive réactionnaire.

De même, la disfonction entre l'actuel appareil d'Etat et toute politique réformatrice de gauche peut être dépassée dans un premier temps, par le recours à la mobilisation des masses, et à leur capacité à développer une initiative et un contrôle sur certains points-clés, prioritaires.

Nous pensons ici, à la politique fiscale et à la possibilité de développer « en partant du bas », à travers l'action organisée des masses, cette politique de vérification vigoureuse et de lutte contre l'évasion fiscale, que l'appareil d'Etat, à cause de sa nature, ne peut mettre en œuvre. Nous pensons aussi, à la nécessaire politique d'épuration de l'appareil d'Etat, et au rôle que les travailleurs du secteur public peuvent y jouer, à condition qu'une politique erronée ne les mette pas en face de l'alternative absurde entre une passivité de subordonnés et des luttes de type corporatistes, et si, par ailleurs, nous savons développer, mettre en valeur, et diriger les plus avancés de leur lutte.

Nous voyons, alors, que les mêmes mesures, qui donnent au gouvernement la possibilité de survivre, et qui assurent son fonctionnement, renvoient à des choix stratégiques de fond, montrent les liens entre ce gouvernement et le mouvement de masse d'une part, et les intérêts de la grande bourgeoisie d'autre part.

Aussi, elles posent, au même moment, et de manière urgente par rapport au passé, le problème de savoir quelle ligne politique conquerra — dans la phase qui s'ouvrira — l'hégémonie sur le mouvement ouvrier comme sur le gouvernement des gauches ; et donc, l'alternative entre la voie révolutionnaire et la voie réformiste est à nouveau posée, mais cette fois, de façon beaucoup plus concrète.

LA LUTTE POUR LE POUVOIR COMMENCE AUJOURD'HUI...

Le gouvernement des gauches n'est pas seulement pour nous un instrument de défense des travailleurs face à la crise économique : il peut correspondre à une phase de progression décisive du processus révolutionnaire, de la lutte des masses pour le socialisme. Dans quel sens et à quelles conditions ?

Nous avons déjà dit que l'hypothèse (parfois défendue par Lotta Continua) selon laquelle le gouvernement des gauches ouvre la voie à la révolution « en se brûlant » rapidement à cause de son incapacité à exprimer la poussée et les aspirations des masses ne tient pas debout. Dans l'état de force et d'hégémonie actuel du mouvement ouvrier, cela ouvrirait la voie à la réaction et non à la révolution. Il n'y a pas de raccourci miraculeux. Nous avons donc pour objectif, un gouvernement qui sache durer, qui sache recueillir progressivement (pendant qu'il exerce) les exigences les plus avancées des masses, tout en mettant en route un processus de profonde transformation de la société. Un gouvernement des gauches qui prépare et accélère le processus révolutionnaire, pas seulement « en négatif », par l'approfondissement des contradictions et de l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais aussi « en positif », par les transformations qu'il réussit à réaliser par rapport à ses projets, et que l'adversaire essaye de bloquer ; transformations et projets de transformations autour desquels se cristallise et progresse une conscience révolutionnaire de masse, de telle façon que la révolution et la prise du pouvoir apparaissent comme « solutions indispensables », sur la base de leur expérience concrète, aux yeux de l'immense majorité des masses.

Il ne s'agit donc pas d'une vision de type graduelle, d'un gouvernement des gauches qui introduirait progressivement des « éléments de socialisme » dans cette société, jusqu'à ce que la « quantité devienne qualité », de telle sorte que la nature de la société et du pouvoir aurait, un beau jour, changé : ce processus révolutionnaire de longue durée requiert non seulement une rupture drastique, mais est jalonné par des moments de rupture partielle, de reflux probables ; sa progression ne sera pas linéaire, il avancera par des voies tortueuses et par à-coups, avec des moments « de solution de continuité ».

Mais il ne s'agit pas non plus d'une heure « X » mythique, avant laquelle on ne peut réaliser aucune transformation profonde de la société, et à partir de laquelle, il serait seulement possible de commencer à parler de « pouvoir » et de « socialisme » : au contraire si **la prise du pouvoir** n'est pas un « processus », **la lutte pour le pouvoir** est un processus de longue durée qui commence dès aujourd'hui ; **si la transformation socialiste de la société est**

mise en route seulement après la prise du pouvoir, ses contenus concrets peuvent et doivent émerger, avant, dans les luttes des masses.

A ce propos, il est utile de donner des précisions sur le terme « transition ». Le processus de transition au socialisme s'ouvre seulement avec la prise du pouvoir : en cela, employer le terme « transition » pour caractériser la phase actuelle est source de malentendus, et à pour conséquence objective d'embrouiller la question de la rupture révolutionnaire, en introduisant de dangereux éléments de confusion avec la ligne révisioniste. L'emploi de ce terme — par les camarades du PDUP — correspond aussi, néanmoins, à la volonté de souligner l'actualité du contenu de la transformation socialiste, la nécessité de le mettre dès aujourd'hui à l'ordre du jour, dans le mouvement de masse dans l'action à venir du gouvernement des gauches : cette exigence peut et doit être pleinement retenue, sans pour autant donner lieu à des confusions terminologiques et théoriques... Au moment où s'ouvre une période qui verra probablement le gouvernement des gauches au pouvoir, nous ne pouvons donc nous contenter d'un programme immédiat ou d'objectifs à court terme : nous devons expliciter notre hypothèse stratégique, en faire un instrument de propagande dans les masses, développer à partir d'elle (et pas seulement à partir de nos divergences tactiques même si elles sont importantes, avec les réformistes) la lutte pour que la voie révolutionnaire soit hégémonique dans le mouvement ouvrier.

Mais alors, une question se pose immédiatement : **comment pensons-nous combler le fossé qui existe entre cette hypothèse de développement du gouvernement des gauches et la stratégie aujourd'hui dominante dans le mouvement ouvrier ?** Une stratégie qui mène tout droit à refuser ce gouvernement des gauches, et qui, si elle doit en passer par là, essaiera de lui faire emprunter la voie du compromis et de la subordination à la bourgeoisie ?

Il est clair que, en dernière analyse, imposer notre hypothèse stratégique présuppose d'imposer une hégémonie révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, à travers la formation d'un parti révolutionnaire fort qui organise de larges secteurs des masses. Mais si nous nous limitons à dire ceci, la réponse n'est que formelle et renvoie seulement à une autre question : comment est-il possible d'envisager la construction de cette force hégémonique, et ceci « en temps voulu » pour qu'il puisse être d'un poids déterminant dans le développement du gouvernement des gauches ?

La réponse ne peut donc être simpliste. Pour qu'il soit possible que le gouvernement des gauches assume — au-delà de ses caractéristiques essentielles — une fonction anti-capitaliste, et devienne l'instrument de la lutte du prolétariat contre le pouvoir

des capitalistes, cela dépend bien sûr, en dernière analyse, de l'émergence d'une partie révolutionnaire capable de conquérir l'hégémonie sur le mouvement ouvrier et populaire ; **mais cela dépend aussi du changement possible de la stratégie de secteurs réformistes au cours de cette expérience.** La perspective de cette transformation n'est pas illusoire, et ne veut pas dire que nous ayons des illusions sur le fait que la nature révisioniste du PCI puisse disparaître **(le passage de la solution de collaboration gouvernementale avec la DC à celle du gouvernement des gauches, s'il a lieu, s'insèrera toujours dans une stratégie révisioniste).** Ce n'est même pas idéaliste, parce que, l'hypothèse d'une transformation de la stratégie des réformistes, comme celle du renforcement de la gauche révolutionnaire organisée, sont fondées sur l'effet multiplicateur que les contradictions objectives qui caractérisent la situation politique actuelle en Italie, peuvent faire peser sur les rapports de force : elles ont pour fondement d'une part la nature de la crise, d'autre part le type de mouvement de masse qui s'est développé ces dernières années, et qui aura tendance à se développer ultérieurement, alimenté à la fois par la crise et par l'émergence d'une majorité de gauche (au delà de la volonté objective des partis hégémoniques dans le mouvement ouvrier). Si les organisations révolutionnaires existantes, aujourd'hui minoritaires, savent se saisir correctement de ces éléments, elles pourront attiser la force qui imprimera une direction politique neuve au mouvement ouvrier et au gouvernement des gauches : **soit directement, à travers le poids politique plus important qu'elles auront conquis, soit indirectement à travers la capacité à introduire des transformations dans la ligne des réformistes.**

Mais cela ne permet pas de saisir le rapport profond qui existe entre la possibilité d'un développement politique du gouvernement des gauches et le processus de construction du parti révolutionnaire : il ne s'agit pas d'un rapport mécanique, où la naissance du parti révolutionnaire semble être « séparé » du processus de la lutte de classe, et lui fait franchir, d'un coup, un saut qualitatif. Au contraire, le processus de construction du parti révolutionnaire se réalisera de façon décisive, uniquement s'il puise ses racines dans le terrain concret des luttes de classe, dans ses éléments avancés, au delà de la formelle appartenance organisationnelle de ces derniers. Récemment, chaque étape de la lutte de classe, chaque étape de sa progression, ont été marqués par l'action et le poids politiques, d' « une aire » — toujours plus large et politiquement plus consciente et incisive — autonome vis-à-vis de l'hégémonie réformiste : il s'agissait dans le passé de « l'aire » qui combattait pour des revendications syndicales égalitaires, et pour la démocratie syndicale dans les structures syndicales de base, il s'agit aujourd'hui de « l'aire », qui dans la lutte contre la DC, tend à refuser le

compromis et à construire une alternative.

C'est une erreur grave, que de penser que l'on peut canaliser la croissance de cette « aire » dans le simple processus de renforcement et d'extension (ou même d'unification) des organisations révolutionnaires existantes. Mais il est tout aussi erroné de penser que cette croissance trouvera automatiquement et d'elle-même les canaux de sa représentation politique, et la capacité à affirmer son hégémonie. Seule l'action des avant-gardes révolutionnaires organisées, armées des instruments théoriques qui leur permettent de mener la lutte entre les deux voies (révolutionnaire et réformiste) dans le mouvement ouvrier, peut ouvrir une perspective politique et organisationnelle, de longue haleine, où cette « aire » conquerra un niveau d'organisation et d'expression politique, qui lui fait largement défaut aujourd'hui.

L'expérience dans l'action de Démocratie Prolétarienne correspond justement à ces exigences : même dans sa dimension strictement électorale, elle tend à être le représentant politique « de l'aire qui s'intéresse à l'alternative de gauche », « aire » qui va bien au-delà de son simple électorat ; mais en outre, par la construction de comités permanents de base, elle est plus que le représentant politique au niveau institutionnel de cette « aire », car la question de ces comités permanents doit être reliée à celle de la construction d'une organisation politique. Et l'ouverture d'un processus unitaire entre AO et le PDUP doit justement être compris comme un premier saut en avant, décisif dans cette direction : par la construction d'un parti plus large que les « partis révolutionnaires » actuels, et ceci pas seulement en termes de base sociale mais aussi en termes de patrimoine d'expériences et de références pour cette très ample « aire révolutionnaire ».

DANS LA PERSPECTIVE DU SOCIALISME

La nature de la crise et le gouvernement des gauches

La nature de la crise en cours est telle que les politiques mises en œuvre dans le passé par les capitalistes italiens, pour affronter des situations analogues, n'ont plus aucun effet (ou un effet seulement précaire ou partiel).

La situation actuelle est qualitativement différente du passé pour deux types de raisons : a) la profondeur et l'ampleur plus importantes de la crise internationale, et la restructuration du champ économique impérialiste qui en découle, tout cela, rend toujours plus difficile la possibilité d'une reprise, au moyen du développement des exportations ; b) la transformation des rapports de force entre les classes en Italie, rend les traditionnels instruments anti-ouvriers employés dans le passé, inutilisables, ou peu efficaces

(aujourd'hui, par exemple, l'augmentation du chômage ne suffit plus pour briser les luttes ouvrières).

Ces conditions, ajoutées à la crise irréversible, dont nous avons déjà parlé, de l'instrument de la représentation politique unitaire de la bourgeoisie (la DC), et alors qu'on n'entrevoit aucun instrument de rechange, créent une situation où la bourgeoisie est incapable d'avancer une solution un tant soit peu structurée et durable à la crise.

La situation catastrophique de l'économie italienne, impose en fait, désormais, une dure alternative entre deux perspectives opposées. La première, sur laquelle l'ensemble de la bourgeoisie italienne et du régime démocrate-chrétien est obligé de se replier, abandonnant leurs velléités réformatrices, est celle de la recherche d'une stabilisation dans le vieil équilibre. Ses contours sont désormais explicites : elle compte sur une restructuration qui sauverait les secteurs au taux de profit les plus élevés, qui les réinsérerait dans le marché mondial, en abandonnant les industries marginales, les zones sous-développées et les dépenses sociales.

Cette solution implique sur une longue période et de manière plus importante que par le passé, la fermeture d'usines et la diminution de l'emploi, une restriction de la consommation interne, le démantèlement du pouvoir ouvrier dans les entreprises ; au moins jusqu'à ce que le taux de productivité retrouvé des entreprises, permette d'entrer dans une nouvelle phase d'expansion. Mais, plus que toute autre chose, c'est une hypothèse sans fondement : car les tendances de l'économie internationale ne permettent plus d'espérer une croissance générale et continue, et la pression des nouveaux pays en voie de développement limite la place de l'économie italienne dans l'actuelle division internationale du travail.

Aussi, ce type de restructuration capitaliste implique non pas de façon transitoire et superficielle, mais pour le long terme, et en profondeur, une importante réduction du niveau de vie populaire, l'intensification de l'exploitation et le développement du chômage structurel donc l'utilisation d'un pouvoir politique répressif et la désagrégation du tissu social.

En bref, la réponse capitaliste à la crise est en nette contradiction avec les intérêts spécifiques des larges masses prolétaires, et au fond avec les exigences de développement productif et civil de toute la société.

La seconde perspective possible au regard des tendances actuelles et du conflit social, part en fait, des besoins des masses qui luttent pour l'emploi, pour les consommations collectives, pour une plus grande participation populaire aux choix réels.

Pour ce qui regarde les objectifs de la seconde perspective, il n'y a pas contradiction, et au contraire ils forment même les présupposés nécessaires à un développement économique de type nouveau, au seul développement économique possible.

Le chômage, le sous-emploi, le travail socialement inutile, constitue en fait le gaspillage le plus absurde et le plus grave, puisque ce sont de vraies réserves de ressources inutilisées permettant de sortir de la crise.

Les produits de grande consommation, comme ceux provenant de l'agriculture par exemple, sont les secteurs vers lesquels on peut orienter le plus rationnellement les ressources, pour ainsi mettre en route un processus cumulatif de progrès social et productif. Mais cette perspective, cohérente en soi, entre irrémédiablement en contradiction avec les rapports de production actuels, et donc avec le pouvoir politique qui les reflète : prendre cette voie, signifie donc, en dernière analyse, aboutir à un affrontement décisif avec le pouvoir bourgeois. Cela n'exclut pas la possibilité de réaliser des conquêtes partielles, grâce aux rapports de force favorables au prolétariat qui peuvent être créés, autour d'objectifs déterminés, sur la base des luttes de masse ou de l'utilisation des moyens gouvernementaux. Quand nous donnons à la lutte du prolétariat des objectifs immédiats de réforme sociales, nous nous référons justement à cette possibilité.

La participation directe et organisée des acteurs sociaux, la croissance du contrôle ouvrier et populaire, forment le fil conducteur qui donne une unité à cette perspective, des premiers petits pas qu'il accomplira, dans la phase qui s'ouvre aujourd'hui, jusqu'au saut qualititatif que constitue la rupture avec le pouvoir bourgeois par l'établissement de la dictature du prolétariat.

Le fait que cette perspective ne puisse se réaliser pleinement qu'avec la prise du pouvoir ne veut pas dire qu'on ne doit pas dès aujourd'hui mettre en valeur les liens profonds qui existent entre les objectifs et les conquêtes partielles possibles dans cette phase, sous la poussée des masses, et le processus futur de transition au socialisme. Cette élaboration est indispensable dans cette même première phase, où l'enjeu de la bataille sera encore de décider dans quelle direction se tourne le gouvernement des gauches qui probablement naîtra « imparfait » et pétri dans une volonté de compromis.

Le fil conducteur de cette élaboration est donné par l'objectif général du plein-emploi mis en rapport avec la satisfaction des besoins populaires majeurs ; cela n'est pas possible sans la mise en route d'un autre type de fonctionnement de la société et de l'Etat.

Certains choix, liés les uns aux autres forment la condition de départ, pour aller vers cet objectif, et donnent les grands traits de la voie sur laquelle les révolutionnaires devront essayer de pousser un gouvernement des gauches. **Le premier de tous les terrains de lutte, où l'on verra l'orientation prise par le gouvernement des gauches, c'est celui de la « politique de sortie » de la crise, car là jus-**

tement il devra choisir. Chaque mesure de cette politique, correspondra (contrairement à la vision interclassiste des révisionistes) à un choix entre deux voies au contenu de classe opposé.

a) un premier type de choix est lié à la question : qui paye ? En fait, si à moyen terme, le plein-emploi et les consommations collectives, forment les bases d'une nouvelle richesse sociale, elles imposent dans un premier temps une telle mobilisation de ressources, qui dans l'état actuel des choses ne peuvent être dégagées seulement par l'augmentation du déficit budgétaire, ni par des prêts internationaux. Si l'on ne veut pas faire payer, d'une façon ou d'une autre, à cause des mesures prises ou de mécanismes spontanés, le prix de la crise et de la reprise éventuelle, aux masses, **il faut mettre en œuvre une politique énergique de redistribution des revenus,** ce qui signifie d'importants sacrifices pour les classes privilégiées, au niveau de leur consommation ou de leur épargne, épargne dont ils peuvent disposer en privé, qu'elle ait pour but la thésaurisation ou la spéculation.

L'utilisation de la fiscalité sous le contrôle populaire, une politique de redistribution égalitaire des revenus, l'établissement de « prix politiques » de concert avec des mesures de rationnement, seront les nécessaires instruments de cette politique de redistribution des richesses, qui touchera d'abord les grands capitalistes et les spéculateurs, mais qui entamera nécessairement aussi, les privilèges des strates supérieures des couches intermédiaires. La redistribution des richesses nationales n'a du reste pas seulement pour but de permettre le financement des investissements et de la politique sociale. C'est aussi l'instrument de la redistribution du pouvoir, si elle est liée à une modification de la propriété, et à une poussée des masses vers l'égalité (qui contribue à augmenter sa force).

b) le deuxième type de choix implique des transformations radicales dans la façon de produire et de consommer un certain type de biens qui caractérisent la vie sociale : le logement, l'école, la santé, les transports, etc. Dans ces secteurs, investir plus ne suffit pas : au contraire, investir plus en laissant la structure inchangée, impliquerait gâchis et sous-emploi. Ces transformations doivent évidemment aboutir à liquider les rentes et le parasitisme (terrains à bâtir, spéculation commerciale, rente agraire, etc.).

Elles doivent aussi donner une nouvelle physionomie à la consommation collective, et à ses rapports avec la structure sociale comme avec la production ; réutilisation du patrimoine immobilier existant, le logement conçu comme un service social et donc socialisation de la vie domestique ; nouveau type d'école intégrée à la vie sociale et productive ; restructurations dans le Mezzogiorno ; coopération agricole et intégration agriculture-industrie ; ce sont quelques exemples qui montrent comment les dépenses sociales

peuvent être la base d'une autre façon de travailler et de produire.

c) Mais ce type de choix, ne peut être répercuté sur la structure industrielle qui a besoin d'une reconversion radicale. La reconversion, est un terme galvaudé et ambiguë, qui cache en général des prétentions patronales telles que licenciements à volonté, ré-organisation pour augmenter l'exploitation, obtention sans contrepartie de subsides étatiques... La reconversion signifie au contraire pour la classe ouvrière, mettre l'industrie au service d'un développement fondé sur les besoins sociaux et le plein-emploi. Mais cette reconversion bute sur les caractéristiques de fond. actuelles de l'industrie italienne : il faudra modifier les choix relatifs au développement technologique, les relations financières et commerciales avec l'extérieur, les rapports entre les secteurs, le type de gestion sur laquelle a vécu, pendant trente ans, l'industrie italienne (publique et privée) ; cela veut dire, en dernière analyse, modifier radicalement la répartition de la propriété. Les instruments pour mettre en œuvre ce type de transformation ne se réduisent pas à l'extension du secteur public par le biais des nationalisations : le problème, c'est comment exercer un contrôle social effectif sur les choix et sur les instruments décisifs de la politique économique, du système financier, des rapports économiques internationaux. **Cela peut démarrer seulement à partir d'un grand mouvement de lutte, mettant en avant des formes de contrôle ouvrier et populaire qui entamerait ainsi, par le bas, le pouvoir de décision unilatéral des capitalistes et des appareils qui leur sont liés.**

d) Enfin, conditionnant tous ces choix, le problème d'une modification radicale des modalités de l'intervention publique dans l'économie est posée. Sans quoi, l'extension de l'intervention de l'Etat n'aboutira qu'à une nouvelle inefficacité et à une nouvelle corruption. Les scandales récents ont désormais retiré toute crédibilité aux espérances qui se cristallisaient autour des solutions technocratiques et centralisatrices, comme aux illusions créées autour de la décentralisation territoriale. La nouvelle poussée, grotesque, vers un néo-libéralisme, tout aussi impuissant est née d'elle. La seule réponse efficace à ce problème sera donc recherchée, comme nous l'avons déjà dit, le contrôle populaire organisé : **contrôle ouvrier sur les investissements, intervention des locataires sur la politique qui touche à la construction, des femmes sur les services sociaux, des malades et des citadins sur la santé, des étudiants et des ouvriers sur l'école, et ainsi de suite.** Il ne s'agit pas bien sûr de tomber dans le mythe de la démocratie directe, et de l'autogestion dans une société capitaliste : **il s'agit au contraire, de développer le plus possible, et à tous les niveaux de la société, la contradiction entre, d'une part les formes du contrôle et du pouvoir populaire, et d'autre part, la structure de la domination bourgeoise qui continue à subsister, ce qui débouchera sur un réel contre-**

pouvoir, qui finira par rompre, dans un sens révolutionnaire, « la coexistence contradictoire » entre le pouvoir bourgeois et les embryons de l'autre pouvoir.

LE DEVELOPPEMENT DU CONTROLE OUVRIER ET POPULAIRE ET LE PROBLEME DU POUVOIR

Le cadre que nous avons schématiquement esquissé, n'est pas « un nouveau modèle de développement » nouvelle formule, ce n'est pas un modèle utopique, relevant d'une nouvelle logique économique et sociale, qui pourrait s'appliquer dans la société capitaliste, jusqu'à la pénétrer tout entière, et changer ainsi sa nature. Ce n'est pas, non plus, un programme qui tourne immédiatement le dos (et qui serait bien accueilli grâce à sa « rationalité supérieure ») au gouvernement des gauches, gouvernement qui naîtrait sur un tout autre programme, sur un programme qui essaierait de concilier l'impossible, les exigences de la bourgeoisie et celles du prolétariat. La lutte pour la réalisation de cette perspective, implique nécessairement, le développement de contradictions croissantes, tant au niveau économique que politique ; elle progressera par sauts qualitatifs et par ruptures partielles, de même qu'elle passera par des défaites et des reflux, jusqu'au « saut » et à l'écrasement décisif de la dictature bourgeoise. Ce cadre constitue plutôt la perspective générale, concrétisée, des « valeurs », des traits généraux d'une nouvelle société, dans lequel les luttes ouvrières devront se développer : même quand leurs objectifs seront encore plus partiels et immédiats (comme cela sera nécessaire), il est politiquement décisif d'en expliciter la logique ultime, la tendance qu'elles font ressortir. Et cela ne peut être fait en se contentant d'indiquer de « façon formelle » la tendance à renverser la dictature bourgeoise, pour lui substituer celle du prolétariat : cette alternative doit être nourrie par le contenu concret de la société que nous voulons construire, contenu qui émerge dès aujourd'hui même de façon embryonnaire, du contenu des luttes de masse, c'est la tâche d'un programme politique que de l'expliciter et le systématiser.

Tout ceci s'insère donc dans une perspective de lutte de longue durée pour le pouvoir, où la phase décisive de l'affrontement politique révolutionnaire, est préparée par une lutte articulée dans tout le tissu social, lutte à travers laquelle les plus larges masses se mobilisent et se préparent.

Mais si cette perspective est applicable, si elle n'est pas une construction idéologique illusoire, il faut combattre deux réponses erronées, qui sont données par des secteurs du mouvement ouvrier, au problème de la lutte prolongée pour le pouvoir. La première, c'est la réponse des révisionistes, qui résout la question du pouvoir, dans les termes d'une transformation progressive et pacifique,

du contenu de classe de l'Etat ; transformation qui serait rendue possible, dans un pays comme l'Italie, par la nature « démocratiquement avancée » de la Constitution et des Institutions qu'elle prévoit. La démocratie à la base, — le contrôle populaire, s'exprimeraient, — en premier lieu, à travers l'extension des fonctions et des types d'assemblées élues, de telle sorte qu'une série de pouvoirs de l'Etat seraient progressivement décentralisés. Il ne s'agit donc pas seulement d'une conception de type gradualiste, qui s'illusionne sur la possibilité de transformer pacifiquement l'Etat bourgeois, mais aussi d'une conception de type étatique, qui met au premier plan le rôle des institutions d'Etat, tant dans « la préparation » que dans la construction du socialisme (même si contrairement au passé, il s'agit d'une conception du rôle de l'Etat fortement pondérée par des éléments de décentralisation et de démocratie, ceci étant compris comme un moyen pour dépasser les limites de classe de l'Etat actuel et comme garantie par rapport à la dégénérescence stalinienne dans la construction du socialisme).

La seconde réponse, c'est la position (apparemment plus « gauche ») qui part de façon juste, de la perspective d'extension et de développement, à travers la lutte, des formes du contrôle ouvrier et populaire ; mais qui se fait l'illusion que ces formes puissent progressivement se consolider, être reconnues, jusqu'à constituer de réels « contre-pouvoirs » par rapport aux centres du pouvoir capitaliste : c'est de l'extension progressive de cette « aire autogérée » que naîtrait tendanciellement sa transformation socialiste. Elle met donc tout à fait justement l'accent sur l'importance d'une lutte pour le pouvoir qui progresserait à partir de la base, comme exigence des masses de décider directement ; mais elle l'insère ensuite dans une illusoire progression par degrés, selon laquelle une espèce de « coexistence compétitive » entre cette « aire autogérée », tendant vers le socialisme, dans l'économie comme dans la société tout entière, et l'aire qui resterait capitaliste, serait possible.

Notre perspective part elle aussi, d'une lutte pour le développement des formes du contrôle ouvrier et populaire. C'est en fait, un terrain qui aura une importance croissante, tant quantitativement (multiplication des expériences de lutte) que qualitativement, stratégiquement. C'est le terrain décisif pour que les luttes de masse sur la question de l'emploi puissent déboucher ; plus généralement c'est le « fil conducteur » pour comprendre de façon non velléitaire ou opportuniste le rapport entre « programme de lutte » et « programme de gouvernement ». A partir de ses aspects les plus concrets et immédiats, il est nécessaire de bien définir le rôle stratégique des formes du contrôle ouvrier et populaire, comme leurs limites infranchissables.

La « valeur stratégique » du contrôle ouvrier et populaire peut être synthétisée en trois traits :

— il permet dans des cas précis, la réalisation de conquêtes partielles importantes ;

— la croissance du contrôle ouvrier et populaire affaiblit et désagrège le degré du contrôle exercé par l'adversaire de classe sur l'ensemble du tissu social ;

— enfin, l'expérience accumulée par les masses, dans la lutte sur cette question, dans l'exercice concret des formes du contrôle, est un précieux « apprentissage » pour la conquête future et la gestion effective du pouvoir.

Mais il nous faut aussi être clairs, sur le fait que — en société capitaliste, avec son Etat bourgeois — les effets réels, en termes de pouvoir, du contrôle ouvrier et populaire, ne peuvent être que partiels et précaires. Il ne faut pas le confondre avec une réelle « situation de contre-pouvoir » prolétarien, qui affronterait le pouvoir bourgeois, en lui contestant la totalité du contrôle sur la société : cette dernière situation, caractérise une phase de crise révolutionnaire aiguë ; une coexistence prolongée n'est pas possible alors entre ces deux types de pouvoir, et la situation se précipite alors inévitablement à la victoire de l'une ou l'autre des parties.

Il est clair néanmoins, que seul le développement d'une expérience prolongée de lutte pour réaliser des formes de contrôle ouvrier et populaire, les leçons programmatiques tirées des succès et des échecs partiels sur ce terrain, la prise de conscience concrète — qui en découle — de la nature réelle du pouvoir capitaliste bourgeois, seul l'ensemble de ces éléments peut faire mûrir les conditions favorables au prolétariat, avec la participation active de la majorité des masses, jusqu'au moment de l'affrontement aigu et décisif.

Vota DEMOCRAZIA PROLETARIA

Il 12 maggio '74 ha vinto il NO il 15 giugno '75 ha confermato la sconfitta della Dc

quotidiano dei lavoratori

domenica-lunedì 20/21 giugno 19

DEMOCRAZIA PROLETARIA

L. 150

Con il 51% alle sinistre è possibile cominciare, e ora

GOVERNO ALLE SINISTRE POTERE A CHI LAVORA

Dp è entrata tra la gente, ma non solo come promessa

Discussioni su cosa è stata questa campagna elettorale - Un'esperienza qualcosa di più di ciò che i gruppi vi hanno investito

Occupati a Roma 56 appartamenti

Una indicazione di lotta per chiudere la campagna elettorale - Ne parlano i protagonisti

Continua l'eccidio in Sudafrica

Si allarga a macchia d'olio la rivolta africana contro il dominio razzista - Kissinger conferma l'incontro con Vorster

Un appello di credenti per il voto a Dp

Fascisti, polizia e carabinieri hanno chiuso all'insegna della provocazione la campagna elettorale. Sparatoria e aggressioni si sono verificate a Roma, Treviglio, Milano, Monza, Rovereto e San Remo. Gli articoli sono in seconda pagina.

L. MAGRI